

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

6 Février 1935, journée sombre.. Pour la IV^e Internationale

Il est indéniable que partout sous des formes appropriées, les fascistes ont manifesté le matin à Notre-Dame, le soir aux Champs-Élysées, Chiappe en tête. — On ne fait pas une politique révolutionnaire avec des "si" !

LES FAITS INDENIABLES

Les bandes réactionnaires, hésitantes ou décidées, ont manifesté sous des formes variées toute la journée du 6 février. Le matin pieusement à Notre-Dame aux cris de « Vive le Roi », l'après-midi, toujours pieusement, individuellement (c'est-à-dire par groupes compacts) place de la Concorde; le soir en de multiples salles, enfin à minuit en rang, au pas, militairement, aux Champs-Élysées, torchons tricolores au vent avec tout ce que Paris compte de vermine réactionnaire, Chiappe en tête, emmitouflée dans ces torchons.

L'alerte du prolétariat parisien, limitée faute de préparation politique, à une alerte de militants, fut réalisée politiquement à contre-temps, sans objectif d'action, dans un chaos d'organisation tel qu'elle fut inefficace, uniquement propice à la razzia policière.

PAS DE CRITICAILLERIES! CRITIQUE POSITIVE

Tels sont les faits, nous pourrions les illustrer de multiples exemples concrets, c'est inutile, d'autant que personne ne les conteste; nous ne critiquons pas pour critiquer. Avec beaucoup d'autres militants nous avons été disciplinés et avons fait notre devoir; nous avons, avec eux, acquis le droit d'une recherche sérieuse des causes de cette sombre journée et des moyens de combattre ces causes. Nous le ferons ouvertement dans ces colonnes et dans le Parti, étant persuadés qu'on ne peut éviter le découragement par le bluff mais seulement par la conscience lucide des réalités, des difficultés et des moyens de les terrasser.

LES CAUSES

Nous sommes contre la capitulation et contre l'aveuglement. Notre opinion est qu'étant donné l'importance, l'ampleur des répercussions du 6 février 1935, il fallait préparer politiquement les masses à la nécessité : d'une manifestation à la Concorde, de l'écrasement systématique de toute réunion ou tentative de sortie fasciste.

Il ne s'agissait nullement de faire la révolution le 6 février! mais D'ENTRE-NEUR LES MASSES TRAVAILLEUSES DANS UNE HAINE FAROUCHE DE LA CLASSE ENNEMIE ET DE SON AVANT-GARDE REACTIONNAIRE EN CONVALESCANT CES MASSES QUE LEUR SORT EST ENTRE LEURS PROPRES MAINS.

Or c'est tout le contraire qui fut fait. En 1934, on a invoqué la surprise pour rester inactif ainsi que la désunion; en 1935, on était instruit de l'expérience et unis par le F. U. mais on célébra la victoire avant d'avoir engagé la bataille : « Ils se dégonflent!... » on représenta Flandin comme un Salomon de pacotille que le prolétariat était chargé de surveiller, on brisa par avance tout élan possible.

Erreur du Front Populaire? et de sa direction? Non! Il s'agit d'une politique continuelle de conciliation et de collaboration, DE MOINDRE MAL; dans le Parti socialiste elle est imprégnée de crétinisme parlementaire; dans le Parti communiste, elle est engendrée par les besoins diplomatiques et les intérêts mal compris de l'Etat ouvrier russe.

Le Comité de Coordination, avec son comité d'action antifasciste dont les représentants radicaux sont liés au gouvernement Flandin par la solidarité ministérielle, loin d'être le poste de commandement de la préparation révolutionnaire est une sorte de Locarno de la guerre civile où l'on discute des frontières de classe et où l'on considère les masses travailleuses comme une poignée de haricots propre aux jeux d'équilibre du bonapartiste Flandin, dont la balance penche toujours du côté de la classe qui a l'Etat entre ses mains...

Comment juger autrement un « Comité de Coordination » qui, dans son manifeste du 6 février, ne représente pas Flandin et son gouvernement comme l'oppressur, mais comme le gardien des libertés civiles et cet autre article où Blum prie Flandin de choisir (comme si cela n'était déjà fait), faisant miroiter l'appui populaire à Flandin : « Paris vaut bien une messe... »

LES MILITANTS VOULENT AGIR

Les militants voulaient agir. Partout, les militants de base socialistes et communistes voulaient agir, mais ils étaient coupés de

la masse par l'orientation politique précitée et sentaient leur action affaiblie de ce fait. Il ne s'agissait que d'une avant-garde d'encadrer la masse, qui fut coupée de cette dernière puis désorientée, malgré une belle discipline, par des mots d'ordre successifs et souvent contradictoires.

Il nous faut, sur ce point, souligner que les escarmouches n'ont de valeur que comme moyen de toute une politique d'offensive, sinon elles exposent aux pertes et à la répression les militants, deviennent une doubleure aventuriste aux hésitations, aux conciliations, ainsi qu'un moyen pour la droite et la fausse gauche, de masquer les responsabilités générales en dressant sa base contre ceux qui ont au moins le mérite d'essayer de faire quelque chose.

PAS DE BILAN FRELATÉ

Pas de bilan frelaté : les hésitations réactionnaires ne font que souligner l'ampleur de la carence de nos organisations; il y a des résultats partiels, notre rôle n'est pas de détruire ce qui est un acquit, mais de le développer en détruisant ce qui empêche son développement. Si l'ennemi a hésité, c'était le moment de transformer l'hésitation en fuite. Or les hésitations du Comité de Coordination ont raffermi l'ennemi et c'est maintenant toute la presse bourgeoise qui attaque odieusement, à son habitude, « les pétroleurs »!

Que l'on ne nous dise pas que les moyens ont manqué, que si les affiches et les tracts pour mobiliser la masse furent des exceptions c'est faute de fonds, chacun sait la facilité avec laquelle on trouve des moyens quand on le veut (par exemple pour les élections), d'ailleurs une édition spéciale du Populaire se serait arrachée à Paris...

En réalité, il faut se composer sur l'appréciation de cette journée, la juger dans son ensemble, condamner l'orientation du Comité de Coordination, comme propice aux pires défaites.

Le temps manque pour palabrer; le 6 février a renforcé la réaction; profitons de la leçon pour l'abattre.

Que l'on nous fasse grâce de cette fameuse habileté qui consiste à ne pas exprimer une critique mais à couvrir des fautes. Pour avancer, il faut une nette franchise; le crétinisme parlementaire se dresse sur le chemin, tel un reptile mortel : ce ne sont pas des charmeurs qu'il faut, mais des chasseurs vigoureux.

ET MAINTENANT?

Et maintenant? Le Comité de coordination, lui, est au moins conséquent. Il conclut dans un appel du 7 février :

« Le même esprit de résolution, la même organisation, les mêmes méthodes généralisées et systématisées imposeront le désarmement des ligues fascistes, la sauvegarde des libertés démocratiques et syndicales et l'écrasement du fascisme en France. »

Et il veut nous envoyer jeter des fleurs à notre tour!

Nous devons, paraît-il, cette bataille de fleurs à l'esprit d'initiative et à la proposition de Zyromski!

Nous serons disciplinés et nous déposerons notre bouquet, mais est-ce pour cela qu'ils sont morts, nos camarades?

Nullement, ils sont tombés sous les balles de la police d'Etat, de cet Etat capitaliste qu'on ne peut conserver, qu'on doit détruire en détruisant tout ce qui le protège, depuis les bandes réactionnaires, à la manière des gars du Pecq, jusqu'à l'opportunisme conciliateur en nos rangs à la manière d'une tendance qui ne renonce pas à convaincre patiemment.

Au lendemain du 6 février, la situation politique en France est plus trouble, les rapports des classes plus aigus (mouvements coloniaux, grèves dans le Nord et le Midi, grève des arsenaux, recrudescence du chômage). Une manche a été compromise, mais la lutte continue. Tout ce que nous disions hier est juste :

Il faut lutter contre Flandin!

Pour la dissolution par la grève générale!

Pour l'armement des masses travailleuses.

Pour le gouvernement ouvrier et paysan!

(Voir suite page 4)

Appel de la Jeunesse Socialiste d'Espagne

Nous publions ci-dessous les principaux extraits d'une déclaration officielle du C. E. des J. S. d'Espagne.

Cet appel doit trouver un écho dans les rangs des partis ouvriers, dans ces journées sombres où le prolétariat engage le combat sans unité de direction internationale, sans liaison dans sa lutte, freiné en Belgique, vaincu en Espagne, trompé en France, et où se pose le problème de la reconstitution d'une internationale prolétarienne, la IV^e Internationale parce que basée sur l'expérience des lullés et des fautes de la deuxième et de la troisième. Que l'appel de nos vaillants camarades d'Espagne soit entendu!

À la Jeunesse Socialiste et Communiste À la Jeunesse travailleuse

Camarades,

« Pendant la révolution d'octobre, nous avons lutté en commun contre le fascisme, dans un même bloc, et pour les mêmes buts. Pourquoi ne continue-t-il pas à en être ainsi? Pourquoi continuer séparément, si notre ligne est la même? La Jeunesse socialiste a rompu définitivement avec le réformisme social-démocrate et entend, d'accord avec la Jeunesse socialiste de France, de Belgique, de Suisse, de Tchécoslovaquie, d'Angleterre et d'Autriche, entreprendre la reconstruction du mouvement de la jeunesse sur la base la plus pure du marxisme révolutionnaire. La direction internationale nécessaire pour atteindre la victoire n'existe pas. La seconde et la troisième Internationales ont perdu leurs positions dirigeantes. À la suite de la victoire d'Hitler, un nouveau mouvement a pris naissance. Nous croyons qu'il est nécessaire, urgent, de faire aboutir ce mouvement.

« Retournons à Marx et à Lénine. Unissons la jeunesse prolétarienne dans une Internationale qui ait rompu avec les erreurs du passé.

« C'est pourquoi nous invitons la Jeunesse communiste, la Jeunesse communiste de gauche et la Jeunesse du Parti communiste étranger, à entrer comme telles, en masse, dans la Jeunesse socialiste d'Espagne. Nous invitons la jeunesse prolétarienne révolutionnaire à se rallier à notre drapeau pour la reconstruction du mouvement international prolétarien.

« Pour l'unité organique de la Jeunesse révolutionnaire! Pour une internationale marxiste! Pour le drapeau de Marx et de Lénine! »

Nous avons eu sur cette proposition des discussions avec la Jeunesse communiste : elle a refusé nos propositions d'une façon sectaire. Cependant nous n'avons pas perdu confiance.

Jeunes communistes, faites pression sur votre direction pour réaliser l'unité organique.

Jeunes ouvriers, la Jeunesse socialiste d'Espagne vous appelle à l'unité.

Vive la révolution d'Octobre! Vive l'unité organique!

La Jeunesse Socialiste d'Espagne.

LA RÉPRESSION

En Espagne

EN ESPAGNE. — Deux militants de l'Octobre asturien, le sergent Vasquez et le camarade Arguelles ont été exécutés. Quatre lignes dans le Popu, quatre lignes dans l'Huma. La Vérité avait jeté le cri d'alarme. Au Popu, prétextant qu'ils n'étaient pas condamnés à mort, on refusa d'insérer en extenso une motion des avocats socialistes votée sur l'initiative de deux de nos camarades, demandant l'ouverture d'une campagne de masse. Ils ont été exécutés. D'autres vont suivre : les députés socialistes Pena, Menendez. Le Popu et l'Huma vont-ils persister dans leur abstentionnisme? Notre camarade Fersen, collaborateur de Communismo, est menacé du bagne.

À Berlin

A BERLIN. — 300 membres et sympathisants du groupe « Der Funke », opposés à l'intérieur du P. C. A., et des membres de leur famille, dont une fille de 15 ans — presque tous ouvriers de Wedding — avaient été arrêtés en 1934 pour « préparation de haute trahison » et torturés. Se réclamant fièrement d'être des communistes, ils furent condamnés à plusieurs années de réclusion et de prison, de même qu'une femme, Ruth Schwabach, arrêtée en 1933 et détenue comme otage à la place de son mari, et impliquée arbitrairement par la suite dans ce procès.

Le cas Vidal

Gérard Vidal, objet de conscience, sans parti, déjà condamné en 1933 à un an de prison, refusant à nouveau de porter le costume militaire, vient d'être condamné à deux ans de prison.

VIE DU PARTI

Le Conseil Fédéral de la Seine

Lundi 28 eut lieu le Conseil Fédéral de la Seine, lourde séance où le malaise politique profond de la Fédération s'exprima sous des formes personnelles désagréables. A cette séance fut ratifié le nouveau bureau fédéral. Molinier exposa les conceptions d'organisation de notre tendance (démocratie d'élection, centralisme d'action) en désaccord avec l'éparpillement actuel des responsabilités, expliqua son vote favorable à la constitution du bureau rompant avec la routine et pouvant être progressive, si le nouveau bureau se met systématiquement à la tâche pour vivre les résolutions du dernier Conseil Fédéral.

Exclusions à Suresnes

La Vérité est publiquement attaquée par le journal Le Suresnois qui défend — c'est logique — H. Sellier; ce dernier vient en effet d'exclure plus de vingt militants de Suresnes coupables d'avoir vendu ou de s'être solidarisés avec les vendeurs de La Vérité. Il y a comme cela quelques municipalités à étiquette socialiste qui luttent ouvertement contre le socialisme et le communisme. Nous leur livrerons un combat implacable dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais nous choisirons nos moyens. Le but de ces « citoyens » est de nous faire exclure pour des raisons de forme; nous ne tomberons pas dans le panneau, c'est pourquoi nous continuerons notre campagne pour l'exclusion de ces « citoyens » par voie de bulletins intérieurs.

Le Bureau fédéral nous a invité à cesser toute divulgation publique de ce scandale... Le 15 février sortira le premier bulletin intérieur au Parti, édité par nous; demandez-nous-en l'envoi!

L. Trotsky

Tout se met peu à peu à sa place

(Lettre à des amis américains)

Nous publions ci-dessous quelques nouveaux extraits de la brochure en préparation sur l'assassinat de Kirov. La brochure sortira des presses dans quelques jours. Nous invitons tous les camarades et sympathisants à se la procurer. Elle sera mise en vente au prix de 3 francs à la

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10^e)

Afin de nous guider dans le chiffre de tirage, nous invitons les camarades qui voudraient la diffuser à passer d'avance et dès maintenant leurs commandes à la Librairie du Travail.

Le 30 décembre 1934, j'avais exprimé la ferme conviction que le Guépécou était dès le début au courant de l'acte terroriste qui se préparait. La participation du « conseil », qui ne pouvait être qu'un agent du Guépécou, en était un témoignage irréfutable. Maintenant nous en avons la preuve.

Le 23 janvier, le tribunal militaire a condamné douze représentants responsables de Léninegrad du Guépécou avec à leur tête leur chef Medved, à de durs peines : de deux à dix ans d'internement. Le jugement furent renseignés sur l'attentat en préparation contre Kirov, mais firent preuve d'une négligence (!) criminelle... n'ayant pas pris les mesures nécessaires de sauvegarde... L'aveu de la participation réelle du Guépécou au crime est couvert d'une pauvre phrase sur la « négligence ». Peut-on en réalité admettre un seul instant que des piliers du Guépécou tels que Medved aient pu faire preuve de négligence quand il s'agissait de la préparation, connue d'avance par eux, de l'assassinat de Kirov? Non, la « négligence » n'a rien à voir ici. L'excès de zèle, le jeu de hasard avec la tête de Kirov, c'est l'explication qui répond mieux au fond de l'affaire.

Les laquais de Staline, qui se couvrent du nom de « chefs » de l'Internationale Communiste, ne reculent pourtant pas devant l'affirmation que Zinoviev-Kamenyev et les autres « ont reconnu eux-mêmes leurs crimes ». Lesquels? La préparation de la restauration du capitalisme? La préparation de l'intervention armée? La préparation de l'assassinat de Kirov et de Staline? Non, nullement cela. Sous le canon du revolver, ils reconnurent que : 1^o ils avaient eu une attitude très critique envers les méthodes de collectivisation; 2^o ils n'avaient nourri pour Staline-Kaganovitch aucune sympathie; 3^o ils n'avaient pas caché leurs pensées et leurs sentiments à leurs proches amis. Rien de plus! Tout cela en 1932. Pour ces graves crimes, surtout pour le manque d'amour pour Staline, ils furent en leur temps exclus du Parti. Mais, par la suite, ils se repentirent et furent réintégrés dans le Parti. Quel crime leur est-il donc imputé depuis leur repentir? Du fatras des phrases creuses et des injures de laquais, nous pouvons tirer la seule indication concrète : en décembre 1934, Zinoviev dit à ses amis que la politique de front unique n'était pas menée par l'Internationale Communiste d'une façon juste, qu'en fait l'initiative passait dans les mains des social-démocrates.

Admettons que la critique de Zinoviev soit fautive. Reconnaissons même aux laquais le droit de jurer « criminellement » la critique dirigée contre eux. Mais qu'est-ce qu'on leur a donc fait à la tête de la restauration du capitalisme et l'« intervention armée »? Quel lien y a-t-il entre l'exigence d'une politique plus révolutionnaire contre la bourgeoisie et un programme de « restauration du régime bourgeois »? Ou est passé le bon sens? Il est complètement enseveli sous une monstrueuse déjection d'infamie.

L. TROTSKY.

Attaqués, les camarades du Pecq ont excellemment démontré comment on doit « désarmer » les fascistes !

Il faut dresser sur pieds l'avant-garde !

Nous donnons page deux la critique du programme lancé par la C. A. P. dans un but d'unification avec le Parti Communiste. Quelque dure que soit notre critique, on ne doit nullement y voir une intention d'ignorer le programme. Au contraire, nous nous risquons à faire la prédiction que précisément les représentants de notre tendance seront les défenseurs les plus résolus et les plus inlassables des mots d'ordre fondamentaux du programme devant la classe ouvrière. En cela il n'y a pas la moindre inconséquence. Le programme de la C. A. P. a deux faces: l'une regarde en arrière, l'autre en avant. Dans leur accablant elles se neutralisent l'une l'autre. A la C. A. P. nous aurions voté contre le programme dans son ensemble, mais le programme est un fait. Il faut tirer de lui tout ce qu'il peut donner pour un mouvement en avant. Les propagandistes du Parti devront choisir en développant le programme : soit pour l'alliance, par l'intermédiaire d'Herriot, avec Flandin, qui doit défendre le Chaperon Rouge contre le loup, soit pour la « destruction de l'armature de la bourgeoisie » et son remplacement par une « démocratie ouvrière et paysanne ». Réunir ces deux programmes dans un même discours, aussi bien que dans une même tête, est absolument impossible. Renonçant aux espoirs en Flandin-Herriot, nous sommes entièrement pour la seconde partie du programme : pour la destruction de l'armature de la bourgeoisie.

Pour remuer de larges masses, il faut avant tout élever le courage de l'avant-garde, en lui ouvrant une perspective. Contrairement aux points de vue des bureaucraties stalinistes, qui ont perdu les derniers restes de sens et de flair révolutionnaires, seule une campagne hardie pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière créera les prémisses de la lutte de plus larges masses pour des revendications partielles. Le développement ultérieur de l'action des masses créera, à son tour, une base indéfectible pour la lutte pour le pouvoir. Cette relation dialectique entre l'avant-garde et la classe révélera dans la marche du développement toute sa force. C'est seulement dans cette voie que la crise sociale se transformera en situation révolutionnaire.

La clé de la situation est dans les mains de l'avant-garde. Tout le malheur est que l'avant-garde elle-même est désorientée et opprimée. Elle ne sent pas au-dessus d'elle une direction révolutionnaire. Au sommet du Front Unique, de l'expectative, des hésitations, des pourparlers sans fin ou des zig-zags monstrueux et des sauts compromettants. L'avant-garde est privée de perspectives et manque d'assurance. Les masses sentent, à leur tour, le manque d'assurance de l'avant-garde et perdent courage. C'est là la principale source de la force du fascisme.

Les stalinistes s'imaginent qu'ils peuvent élaborer dans leurs bureaux, entre quatre murs, tout un programme de « revendications immédiates » et en faire cadeau aux masses. Profonde erreur! Les bureaucraties n'ont pas de lien avec les larges masses, de même que les masses n'ont pas à priori confiance dans les bureaucraties. Un catalogue de revendications partielles cuisiné dans une salle de rédaction restera en l'air. Il faut commencer par l'avant-garde. Il faut lui rendre confiance en elle-même, en l'armant d'un programme révolutionnaire. Alors de toute la profondeur de la classe ouvrière viendra une vague d'animation, d'espoir et d'activité. Les masses elles-mêmes feront preuve d'une initiative grandiose pour formuler des « revendications immédiates » et se pénétreront du lien de celles-ci avec les tâches de la révolution. La soudure de l'avant-garde avec les masses assurera la victoire dans la lutte.

Il ne faut attendre personne

On ne peut ni quimander ni décréter l'unité d'action; il faut la conquérir. Il faut immédiatement entrer en lutte, en absorbant les hésitants.

Le pouvoir aux travailleurs!

Destruction de l'armature de la bourgeoisie!

Démocratie ouvrière et paysanne!

Socialisation des branches concentrées de l'Economie!

(Voir suite page 2)

ERRATA

Erratum. — Une ligne ayant sauté au tirage, une partie de l'article contre la répression a été complètement déformée, il fallait lire : « D'entreprendre une vaste action de masse comme celle menée en faveur de Thälman. »

Rectification. — C'est par erreur d'un de nos correspondants que la déclaration aux meetings des Amis de l'U. R. S. S. par des camarades des J. S. a été attribuée au B. P. de la Fédération de la Seine des J. S. Il s'agissait du Bureau de différents groupes de J. S.

VIE DU PARTI

Il faut reformer l'Avant Garde ?

(Suite de la Première page)

A ces mots d'ordre fondamentaux du programme il faut immédiatement conquérir tous les véritables révolutionnaires prolétaires, aussi bien à l'intérieur de la S.F.I.O. qu'en dehors de ses frontières...

Aucun groupe n'est obligé de renoncer à quoi que ce soit. Aucun groupe n'a le droit d'imposer son hégémonie aux autres. La liberté de critique réciproque est entièrement conservée...

Nous, bolchéviks-léninistes, nous nous adressons de nouveau à tous les groupes de gauche du Parti en leur proposant : coordonner nos efforts pour faire les pas les plus immédiats...

Ne vous semble-t-il pas, nous demanderont certains, qu'une telle entente est dirigée contre le « front unique » ? Au contraire. C'est la seule voie pour faire sortir le front unique de l'impossible...

Nous proposons la même chose aux « planistes ». Evidemment pas à ceux qui courent les manigances de Jouhaux avec Flandin de phrases à bon marché contre l'« anarchie capitaliste »...

La position de Marceau Pivert

Il n'y a aucun doute que Marceau Pivert a fait dans la dernière année une évolution à gauche. Abandonnant les formules de passivité il en est venu à aborder des tâches révolutionnaires...

« Si, à bref délai... écrit Pivert... la situation n'est pas modifiée, il faut ouvrir une vaste souscription en vue de l'armement du prolétariat »... si la bourgeoisie ne change pas son caractère, alors nous nous fâcherons...

mots d'ordre de la révolution au conservatisme réformiste et aux préjugés centristes.

Pour la majorité écrasante des socialistes, même ouvriers, le centrisme est, certes, une étape inévitable sur la voie du marxisme. Mais malheur à celui pour qui le centrisme devient une seconde nature ! Sur le terrain international, il y a pas mal de ces groupes qui se pétrifient à mi-chemin...

Il est fort possible que par la marche des choses et des combinaisons parlementaires, Flandin se trouve contraint de donner une légère chiquenaude à Taittinger et à Bucard, peut-être même à De La Boque...

Le malheur est que chaque fois qu'il fait un pas à gauche Pivert jette un regard à droite. Il veut emboîter le pas au développement de la crise sociale, mais il ne veut pas faire trop de peine à Zyromski et aux autres amis de droite...

LE PARTI DANS LE FRONT UNIQUE

Projet de « Programme d'Action »

LE PROJET DE « PROGRAMME COMMUN »

La C. A. P. a proposé au Parti Communiste un projet de programme commun, publié par la suite dans le Populaire du 20 janvier 1935. Tout ouvrier conscient doit prêter la plus grande attention à ce document.

« Destruction de l'armature », « démocratie ouvrière et paysanne », « socialisation », — c'est de la rhétorique, c'est pour l'esprit, mais pour la chair coupable, ce sont les espoirs dans les agents de Langeron...

Le projet de la C. A. P. lance un programme de socialisation de toutes les branches concentrées de l'économie, montrant en même temps que cette politique est conditionnée par la conquête du pouvoir par la classe ouvrière...

UN CATALOGUE D'ESPOIRS

Pourtant, la C. A. P. n'est pas d'accord avec les stalinistes et a même rompu les pourparlers; ce seul fait démontre que les auteurs du programme prennent tout à fait au sérieux leurs mots d'ordre révolutionnaires et socialistes...

Mais comment donc la C. A. P. propose-t-elle de se préparer à les remplir ? La réponse à cette question fondamentale est donnée par le petit paragraphe qui parle de la nécessité de défendre la démocratie contre le fascisme...

Représentons-nous l'état-major général allemand élaborant un programme : conquérir l'Alsace-Lorraine, s'emparer de l'Ukraine, retrouver des colonies, mais oubliant la stratégie et la tactique et même ne se mettant pas à former les forces armées nécessaires...

Or, que voyons-nous en fait ? Un parti ouvrier proclame hautement son intention — non pas dans cent ans, mais maintenant même — de dresser les masses pour la destruction de l'appareil d'oppression bourgeois, pour l'expropriation du capital...

Si le programme se tait sur les méthodes de mobilisation des masses dans la lutte pour le pouvoir, la nuance ouvrière, la préparation de la grève générale, les comités d'usine, le contrôle ouvrier, les comités de chômeurs, l'armement des ouvriers, le travail dans l'armée...

STABILISER L'ARMATURE DE LA BOURGEOISIE OU LA DETRUIRE ?

Les contradictions internes du programme ne viennent pas du tout, bien entendu, du fait que ses auteurs sont incapables de penser logiquement. Mais le malheur est que leur pensée suit des directions différentes, voire opposées, et le programme se donne pour but de dissimuler des directions divergentes dans une formule fumeuse...

Zyromski est fermement convaincu que si on cherche, on peut trouver une formule heureuse, dans laquelle disparaîtra l'opposition entre la « défense nationale et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile »...

Pour éclairer plus concrètement notre pensée sur les directions opposées, prenons en mains le numéro du Populaire du 10 janvier. L'article leader a pour thème « La continuité gouvernementale » et est l'un des articles d'une série infinie, qui se donnent pour tâche la stabilisation de la machine étatique bourgeoise...

L'expérience mondiale du dernier quart de siècle est passée pour beaucoup sans laisser de traces. La méthode de Zyromski n'est pas nouvelle. Elle était la méthode favorite de la Seconde Internationale avant la guerre, quand se pratiquaient encore le décorum, l'intransigence verbale, les phrases révolutionnaires, les gestes pathétiques...

Certes, l'auteur des leaders, Léon Blum, déclare plusieurs fois qu'il se place dans son analyse à un point de vue purement « technique ». Pourtant, cette déclaration ne fait qu'aggraver la chose. Nous ne sommes pas contre la technique en général. Toute chose a sa technique...

Actuellement, dans les conditions d'une crise mortelle du capitalisme, la vieille politique d'avant-guerre du pseudo-radicalisme est devenue une pure caricature. A quel néant sont voués les artifices littéraires en face des grandioses événements qui s'avancent ! Les efforts de Zyromski se déploient pour ainsi dire en dehors de la réalité de la lutte des classes...

Dans le même numéro de l'organe de la S. F. I. O., du 10 janvier, en sixième page est imprimé un article de Marceau Pivert, qui rappelle l'approche du danger fasciste, exprime son mécontentement de la politique du « front populaire », c'est-à-dire du soutien de Flandin par les stalinistes...

Ce rôle contradictoire de Zyromski explique pleinement sa sympathie, si inattendue au premier abord, tout en menant la lutte contre le programme révolutionnaire de Zyromski à besoin d'un appui autorisé. Or, fortifié des Soviets contre le bolchévisme, les Thorez font la même chose, en employant seulement un autre vocabulaire...

Nous sommes forcés de faire la conclusion : pour que Frossard, Blum et Pivert aient pu voter le même programme, il faut que ce programme ne réponde pas aux questions les plus importantes. Mais alors, pourquoi un programme ? Pour l'unité, nous répond-on. Et pourquoi l'unité ? Pour consolider le régime ou pour le détruire ?

En outre, avec le rapprochement vers la bureaucratie staliniste, l'idée de la « défense nationale » peut être pré-« révolutionnaire ». Alors la quadrature du cercle sera trouvée. Peut-être. Mais cela n'a rien de commun avec les véritables révolutionnaires des dernières années du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle...

LA POSITION DE ZYROMSKI

Par Blum nous apprenons que l'auteur du programme est Zyromski. Cela ne nous étonne pas. Zyromski, comme il l'a déclaré lui-même dans la presse, est très satisfait des points de vue du menchévik Dan sur la dictature du prolétariat...

Par Zyromski nous apprenons que l'auteur du programme est Zyromski. Cela ne nous étonne pas. Zyromski, comme il l'a déclaré lui-même dans la presse, est très satisfait des points de vue du menchévik Dan sur la dictature du prolétariat...



LA VIE OUVRIÈRE

L'opposition révolutionnaire doit élaborer son programme d'action !

Le Parti Socialiste de France (Néo) fait sien le plan de la C.G.T....

Notre appel pour l'organisation d'une opposition révolutionnaire dans la C. G. T. commence à être entendu.

Mais nombreux sont les camarades du Parti qui manifestent leur hostilité, leur dégoût de la politique confédérale. Est-ce suffisant ? Nous ne le pensons pas. Trop d'efforts se dissipent ainsi inutilement par leur manque de coordination, de cohésion. L'opposition actuelle, disséminée, sera forte et entraînera les masses ouvrières au combat si elle se groupe sur une plate-forme de lutte commune et conséquente. Il faut que dans tous les syndicats, dans toutes les fédérations, l'opposition lance les mêmes mots d'ordre d'action, mène la même lutte. Tous les ouvriers révolutionnaires du Parti, militants syndicalistes, doivent comprendre ces tâches pour que, rapidement, au cours des mois prochains, l'opposition se développe, impose la réalisation de l'unité syndicale et par son influence grandissante oriente la C. G. T. vers la lutte pour la révolution.

Le groupe parlementaire néo-républicain-socialiste et socialiste français l'avaient précédemment adopté.

« On peut considérer que les adhésions au plan de la C. G. T. formulées ces derniers jours sont jadis notables » (Editorial du Peuple du 29 janvier 1935).

Des camarades pourraient dire que nous avons tendance à exagérer de telles adhésions. Cependant c'est un événement d'une grande signification politique auquel la direction de la C. G. T. se contente de répondre « Il n'y a point de notre faute à cela » (même éditorial). En effet, René Belin, l'auteur des éditoriaux du Peuple, et qui a participé, par ailleurs, à l'élaboration du « plan », essaie de démontrer qu'il ne peut être question de relancer la politique de la C. G. T. à celle des néos. Il termine son éditorial par cette affirmation : « La C. G. T. doit compter essentiellement sur les masses ouvrières pour la réalisation de son plan de lutte contre la crise ». Or la direction de la C. G. T. se trouve être dans une dangereuse posture, la classe ouvrière n'est pas avec elle pour le plan. Comment celle-ci peut-elle être avec le plan alors qu'un Paul-Boncour le fait sien également ? Et il accompagne son adhésion de cette autre affirmation : « Il faut intégrer le syndicalisme dans l'Etat, il faut que l'Etat soit fort » (L'Œuvre, n° du 29 janvier 1935) en s'appuyant sur l'organisation du Conseil National Economique préconisée par le « plan ».

Ainsi nous n'exagérons rien. La direction de la C. G. T. veut « sauver la face » aux yeux des camarades confédérés dont elle a encore la confiance.

Mais les adhésions de ces derniers jours, qui « sont faites notables » (sic, René Belin) éclairent parfaitement la politique menée par Jouhaux, Belin, Lenoir, Guiraud... tous dévoués à pénétrer dans le cabinet du président du Conseil... pour lui demander ce qu'il « fait » les néos. Ces dirigeants du mouvement ouvrier confédéré suscitent une grande méfiance dans les masses ouvrières. Celles-ci n'ont pas du tout le sentiment que toutes ces démarches officielles peuvent avoir pour but de les défendre. Bien au contraire. C'est justifié.

Elles constatent, une fois de plus, que la direction confédérale est bien mieux au chaud auprès de M. Flandin, ce grand homme, qui a subi la température glaciale qui fait grelotter les masses miséreuses à la sortie des usines ou aux abords des soupes populaires.

Vraiment, camarades confédérés, laisserions-nous encore longtemps cette politique collaborationniste de trahison infecter le mouvement ouvrier ?

VIE PAYSANNE

Les Brochets dans l'étang

Si l'image de Desphelippon est juste, qui compare les trotskystes aux brochets que l'on met dans les étangs pour que le poisson ne s'y enlève, il faut sans retard lâcher quelques brochets trotskystes dans les eaux dormantes de la politique paysanne.

On est soulevé de colère et de mépris à considérer les bas calculs, les appétits et les incompréhensions auxquels le mouvement paysan de ces dernières années a pu donner naissance, parmi ceux qui devaient être, selon la formule de Lénine, les « chefs de guerre de la paysannerie laborieuse » et qui n'ont pas su être autre chose que de grossiers « sous-offs », maladroits toujours et prévaricateurs souvent. Pour le malheur des paysans pauvres qui paient maintenant de leur bien-être et de leurs libertés la rançon de la malhonnêteté et de la stupidité ; pour le malheur aussi du mouvement révolutionnaire tout entier qui ne voit pas se dresser à ses côtés, dans la période présente, une paysannerie avertie et décidée.

De pseudo-théoriciens se sont épuisés en discussions livresques et stériles et ont oublié les besoins quotidiennes qu'on ne peut sans péril isoler arbitrairement de l'ensemble du mouvement social ; d'autres se sont enlisés dans un opportunisme sans principes pour avoir abandonné le terrain solide du marxisme ; les uns et les autres ont perdu de vue la paysannerie laborieuse qui cherchait une issue et un guide et l'ont abandonnée aux cadres du fascisme.

Suffit-il de crier : Face aux usines ! si l'on oublie que les phénomènes économiques de l'après-guerre ont bouleversé l'économie rurale et placé près du prolétariat qualifié, dans l'usine même que l'on prétendait conquérir, une masse imposante de semi-paysans ? Comment a-t-on pu oublier que c'est dans les villages que police et armée puisent une partie importante de leurs effectifs ? A quoi rime le mot d'ordre inopérant : « Désarmement des ligues fascistes » si on ne fait pas en même temps de chaque village un centre de résistance à la vague fasciste ? Comment parler de revendications immédiates à la paysannerie si on ne crée pas les conditions permettant aux paysans travailleurs de formuler eux-mêmes ces revendications et de batailler pour les obtenir ? Comment enfin entraîner les paysans vers l'avenir socialiste si on leur offre, au lieu du clair et hardi programme constructif qu'ils attendent sans le formuler, un grimoire indéchiffrable et souvent contradictoire ?

L'histoire de la fascisation de la campagne française devra un jour être faite, car elle est riche d'enseignements ; dans sa lutte contre le prolétariat révolutionnaire, la bourgeoisie de ce pays a largement utilisé l'expérience internationale, c'est dans la paysannerie qu'elle a cherché un appui qu'elle ne pouvait trouver dans ses propres cadres. Bornons-nous à constater ici que la bourgeoisie lançait déjà aux paysans des appels de violence et des obligations révolutionnaires quand nos « chefs paysans » en étaient encore à châtrer leur doctrine et à édulcorer leur langage, crainte d'effaroucher les auditeurs ! Masse hétérogène, la paysannerie a oscillé entre deux pôles révolutionnaires : le fascisme et le prolétariat ; ayons le courage de constater que les oscillations se régularisent autour du premier. La fascisation des campagnes n'est pas encore cependant un fait acquis ; il n'est que de vouloir penser, décider et agir sans délai.

S'il faut à nos camarades un objectif immédiat en vue duquel ils organisent toute leur politique paysanne, fixons-le ainsi : **Conquête de trois millions d'ouvriers agricoles et de trois millions de paysans pauvres et moyens, pour les soustraire à l'emprise fasciste et les entraîner dans le sillage du prolétariat révolutionnaire.**

A la Chambre Syndicale des Employés

(Confédérés)

S'il faut mesurer le mécontentement qui règne, à la base, contre la direction des bonzes confédérés d'après les trois dernières assemblées générales des employés, on peut dire que ce mécontentement grandit.

Fin novembre, déjà, un débat sur l'unité syndicale se clôtura par un vote « de justesse » pour la politique confédérale ; un pointage sérieux aurait peut-être même montré que sur cette question la direction Capocci était contestée. Ce qui est sûr, c'est que les bureaucrates cégétistes n'en reviennent pas ; la discussion sur le Plan, le même soir, aurait accentué encore ce divorce. On remit à quinzaine.

Les quinze jours se mirent en deux mois afin de faire tomber la fièvre à coup sûr ; on fit mieux : on demanda à Jouhaux soi-même de venir défendre le plan, ce qu'il fit avec son habileté et sa démagogie coutumières.

Maintenant alternativement le huchel et le sabre, Jouhaux parla plus d'une heure dans un silence absolu qui traduisait surtout l'étonnement des syndiqués devant le talent du prestidigitateur. « Le plan, c'est tout de même quelque chose ». « Si les suggestions du Conseil National Economique ne sont pas prises en considération, c'est la faute du gouvernement » ; « et puis, pourquoi les travailleurs nous aident-ils si peu ? ». Tout sur ce ton. Si rien n'a été fait de positif concernant les points du plan, c'est de la faute à tout le monde, sauf à la direction de la C. G. T. !

Trois camarades intervinrent ensuite dans le sens contraire ; notamment un camarade qui lut, à la tribune, la motion adoptée par la C. A. de l'Union départementale de l'Isère sur le plan de travail de la C. G. T. Le même camarade dégagea et commenta le passage où il est dit : « Pour imposer un plan de travail à une seule usine, il faut l'avoir en sa possession. De même pour imposer un plan général d'économie à la France, il faut avoir le gouvernement de l'Etat entre les mains » ; et dans son intervention, qui dura vingt minutes, il consacra quelque temps à la question du contrôle ouvrier à la lumière de l'affaire Citroën. Un dernier camarade intervint brièvement dans le même sens et en faveur de l'unité syndicale.

La réponse de Jouhaux fut une réponse de biais. Et l'on passa au vote.

La motion de l'Isère — qui n'a jamais paru dans le Peuple — devait avoir la priorité. Mais Capocci, qui présidait, voulut donner la priorité à la motion de la direction confédérale prétextant que la motion de l'Isère portait du front unique. Un camarade de l'opposition syndicale mit Capocci à la question de l'embaras en demandant : le vote sur la motion débarrassée du dernier paragraphe, Capocci fut donc contraint de s'en tirer par la motion de confiance.

Le Peuple du lendemain était contraint de parler de la majorité des deux tiers. Il lui était difficile de masquer que plus d'un tiers de l'assemblée a de grosses critiques à formuler sur la direction réformiste actuelle.

Le handicap de cette opposition, c'est que jusqu'à présent elle manque de cohésion. On pense de tout cela le camarade Zyromsky responsable de la rubrique syndicale dans le Populaire ?

Rayons et Sections

Nous nous excusons auprès des camarades qui, de province, nous ont envoyés des informations fort intéressantes que le manque de place nous oblige à résumer.

— A LANGEAIS (I.-et-L.). — Une réunion organisée récemment par la C. G. T. y rassembla 4 ou 5 camarades... Le 17 janvier, Bucard put y développer les thèses fascistes devant 250 à 300 auditeurs, pour la plupart ouvriers. Ils semblent avoir fait une assez forte impression sur nombre d'entre eux. Dix-sept chemises bleues ont déjà été recrutées. Alerte !

— A TOURS. — Le 19 janvier, Blum y parla devant plus de 3.000 auditeurs ; il ne fut pas question des moyens de parvenir au socialisme. Puis R. Hainaut, maire communiste de Saint-Pierre-des-Corps, nous informa sur l'agression des jeunes J. S. et J. C. par les « chemises bleues » et termina par un simple appel au renforcement du Front unique. Assés de phrases abstraites sur le fascisme il faut constituer la milice du peuple.

— A MAHEUILLE. — Dans une rue proche de la mairie, deux restaurants, l'un cossu, fréquenté par les Sabiani, Spirito, Carbone et Cie ; l'autre, pauvrement installé, rendez-vous des Allemands de passage, réfugiés, légionnaires. Fin décembre, la police fit une expédition dans la rue, dédaigna le repaire de Sabiani mais, en face, passa tous les occupants « à tabac ». Dix-huit expulsions, dont le gérant lui-même, qui avait refusé de faire l'indicateur.

— DANS LE MAÏ. — A la Compagnie des Enebris, Phyllène est inconnue, les ouvriers, qui passent leur journée dans un nuage de poussière, réclamation des douches, 3 fr. 75 de l'heure et 43 heures par semaine. On vient de déboucher 22 ouvriers et ouvrières. Camarades, organisez-vous !

— A MELUN. — On nous communique une motion votée à l'unanimité des présents par le groupe des J. S. de Melun, le 11 janvier.

Les camarades protestent contre la campagne engagée par l'Humus, cherchant à démontrer une complicité de Trotsky et de ses partisans dans l'assassinat de Kirov, et se solidarisent avec leurs camarades bolcheviks-léninistes dont l'activité révolutionnaire est incontestable. La section socialiste de Melun, réunie le 18 janvier, exprime également son indignation et demande aux représentants du parti au comité de coordination d'intervenir auprès du P. C. pour que cette campagne de colonnes contre les camarades léninistes cesse.

Vaines Manceuvres

Nous ne pouvons, faute de place, publier la lettre de F. Bourgain, ancien secrétaire des J. S. du MAÏ, à Chevruin qui, dans une réunion publique, avait déclaré que le secrétariat avait été évincé et remplacé par un secrétariat trotskyste et que depuis les relations sont interrompues entre J. C. et J. S. Bourgain rappelle qu'il a lui-même démissionné de son poste et que s'il lutte intérieurement contre ses camarades trotskystes, c'est avec d'autres arguments que Chevruin ; il ajoute qu'il ne croit pas à la compléte, même morale, de Trotsky dans l'assassinat de Kirov.

Chronique de l'ennemi AU FIL DES JOURS

Dans notre dernier numéro, nous avons placé sous les yeux du lecteur les éphémérides de l'activité de l'ennemi dans les centres ouvriers ; et l'on a vu qu'il s'agit d'efforts tenaces et suivis pour pénétrer idéologiquement les masses travailleuses. Depuis la mi-janvier, le travail de l'ennemi s'est poursuivi : Bucard a inauguré une section à Boulogne-Billancourt (?), a failli ses nerfs dans les comités de chômeurs — notamment dans le 13^e — et inaugure des corporations fascistes (employés, métallurgie). De La Rocque rassemble 20.000 Croix de Feu dans quatre meetings à Paris. Les J. P. provoquent et tirent à Chartres tandis que Bucard opère à Tours.

Chartres... Touraine ? C'est que, de son côté, le parti agraire « travaille » les masses rurales désemparées au lendemain du vote concernant le blé et le vin. Déjà 33 fédérations sont sur pied et le « Parti vert » continue, menant une violente campagne démagogique contre Flandin et ses complices radicaux.

Nous avons cru intéressant, cette fois, de donner une brève énumération de ce Parti dont les chefs camouflés sont les grands agrariens de la rue d'Albion. On verra qu'il n'est que temps que les deux partis ouvriers « coordonnent » leur action et traquent aux travailleurs de la terre des perspectives révolutionnaires. Sinon, les travailleurs des villes, au lieu d'avoir des alliés dans les paysans, auront au contraire en eux des ennemis.

6 janvier. — Dans le Lot-et-Garonne, berceau de la C. G. P. T. (révolutionnaire), le camarade Renaud Jean, communiste, récolte 31 voix aux élections sénatoriales tandis que deux candidats agraires en totalisent 124 sur 600 votants.

7 janvier. — La société d'apiculture de Vouziers (Ardennes) vote une motion où il est dit : « Que les pouvoirs publics prennent garde, notre patience est à bout. Nous ne voulons plus les frais d'une politique dictée par des forces hostiles à l'agriculture (allusion au Comité des forges et aux fabricants d'engrais).

12 janvier. — La Fédération de la Somme présente un candidat agraire dans une élection cantonale. Les deux élus récoltent chacun 1.100 voix ; le candidat agraire 833. Le même jour, la Société d'apiculture de la Somme vote une motion d'action directe à Amiens où les Croix de Feu sont venus six jours auparavant.

16 janvier. — Les « cerfs » réunissent deux réunions à Lille et dans la région.

19 janvier. — Grande réunion de la Fédération de Poise à Beanois avec l'appui de propagandistes venus de Paris.

20 janvier. — Un bureaucrate du Parti agraire parle à Chartres, figurant sur l'affiche à côté du fasciste Taillinger.

Le même jour, la Fédération de la Drôme convoque un meeting paysan et le tient.

21 janvier. — Tandis que Bucard vient remonter le moral de ses troupes de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, le parti agraire convoque un meeting à Sarreguemines (Moselle) et le réunit.

Les mots d'ordre du Parti vert dans ces meetings est : « Grève des achats ».

22-25 janvier. — Ce mot d'ordre semble suivi, si l'on en juge par l'absence d'acheteurs au Salon annuel de la Machine agricole à Paris.

27 janvier. — Dans le Cher, et le même jour dans le Pas-de-Calais...

Le 1^{er} février, meeting à Moulins ; le 3 février, meeting dans le Gers (baraque inaugurée où l'on peut payer en blé) et ainsi de suite jusqu'au 23-24 mars où doit avoir lieu à Clermont-Ferrand — berceau du Parti — le Congrès annuel du Parti vert. (A suivre.)

En Moselle

Reconstitution du Comité de chômeurs à Metz

Chaque année, traditionnellement, le rayon communiste de Metz convoque un « Congrès des chômeurs ». On y discute des revendications à arracher au préfet et à la municipalité, puis on élit la direction du comité ; après quoi on ne fait plus de plus rien jusqu'à l'année suivante. Il faut ajouter que jusqu'à présent la Fédération de la Moselle du P. S. F. I. O. n'a pas manifesté sa présence agissante parmi les chômeurs de Metz.

Cette absence de direction constante a eu de graves résultats ; mécontents des partis ouvriers qui — pratiquement — se désintéressaient de leur sort, bien des chômeurs furent dans le passé une proie toute prête pour le parti de Bucard. Heureusement la démagogie de ce dernier ainsi que la fausseté de ses promesses éloignèrent pour un temps de son parti bien des ouvriers ou chômeurs qui s'étaient momentanément égarés en l'absence de perspectives politiques claires.

Cette année, accentuation du chômage un peu partout ; les comités de chômeurs pouvaient — en recevant quelque impulsion — gagner du terrain. Mais de qui devait venir l'impulsion ? C'est à ce moment qu'intervinrent des camarades idéologiquement en quelques jours une réunion générale de chômeurs par la voie de tracts et par le truchement d'un petit journal ronéotypé en langue allemande : Der Kämpfer.

A cette réunion, 50 camarades seulement. Il fallait prévoir un certain scepticisme de la part de camarades ayant eu nombre d'assemblées générales de chômeurs sans lendemain.

Un court, mais complet exposé de Simon sur les neuf revendications proposées comme charte actuelle des chômeurs, précéda un autre exposé d'un camarade sur la nécessité d'élargir l'horizon du chômeur en lui traçant des perspectives révolutionnaires.

Alors, Kirsch, l'un des dirigeants stalinistes de Metz, demanda qu'on attende pour constituer le bureau définitif la grande réunion que, lui, Kirsch, devait faire dans huit ou dix jours ; il promit que nos camarades auraient leur place de travail au bureau bien que sachant être en présence de « pestiférés trotskystes ».

« Yes-y, on le met au pied du mur », répondirent nos camarades qui ne veulent plus permettre qu'on se désintéresse plus longtemps des chômeurs et qui sont décidés à faire aboutir avec ou sans les dirigeants du P. C. de Metz la charte des neuf points tout en montrant jour par jour aux chômeurs les voies et moyens révolutionnaires de leur libération définitive.

BIBLIOTHÈQUE

Nous avons adressé un premier appel dans le dernier numéro de la Vérité pour la bibliothèque C. G. T. quelques fonds nous sont parvenus, mais peu. Plusieurs centaines de francs nous sont nécessaires pour la constitution d'une bibliothèque avec les principaux ouvrages d'économie politique, philosophie, littérature, ethnographie, histoire des peuples.

Un militant doit posséder des connaissances dans ces différentes branches, sinon ses opinions ne seront étayées sur rien.

Adressez les fonds, ouvrages, à Robin, à la Vérité, ROBIN

Chez les travailleurs municipaux

Sur la base de la résolution des services publics, une commission mixte fut formée à la suite d'un Congrès du Syndicat central des municipaux (C. G. T.). A la première rencontre avec les unitaires et les autonomes, les dirigeants confédérés ne proposèrent ni plus ni moins que la rentrée dans la vieille maison (résolution Japy).

Les unitaires refusèrent et demandèrent la fusion à la base, etc. Les autonomes ne dirent pas grand chose, mais ultérieurement prirent position et demandèrent leur rentrée au Syndicat central.

La commission mixte se réunit à nouveau, mais sans les unitaires, et après discussion l'accord fut fait entre autonomes et confédérés. Sous couvert de garanties il fut décidé qu'une place de permanent serait créée en supplément au Syndicat central pour être attribuée à un camarade autonome. On ne cite pas de nom mais tout laisse à prévoir que ce sera Lajarige le permanent autonome.

Ce n'est plus une fusion, mais un marchandage entre « sommets » syndicaux.

« Là encore, nos camarades de l'Isère ont montré tout le danger pour la classe ouvrière que de laisser se perpétuer des habitudes de relations diplomatiques entre bureaucraties syndicales ».

Mais il faut que les camarades de la base laissent tout ensemble pour donner un contenu de lutte au courant d'unification.

Cette soi-disant fusion paraît être une manœuvre habile pour couper le syndicat unitaire des travailleurs municipaux et surtout pour étouffer l'influence grandissante des militants révolutionnaires.

Cette manœuvre, recouverte du masque de l'unité, opérée au prix d'un marchandage, doit être décelée implacablement.

Du 6 FÉVRIER 1934 au 6 FÉVRIER 1935

Comment la négligence des organisations ouvrières favorise la préparation réactionnaire. — Le P.C. participe à "LA JOURNÉE DU 6". — Le P.S. "occupe" ses permanences. — Les masses poussèrent au front unique et contraignirent à l'action du 12 FÉVRIER. — Aujourd'hui les résistances au front unique sont vaincues, mais le front unique s'embourbe dans la passivité. Pour vaincre cette passivité il faut regrouper l'avant garde s'organiser solidement en tendance.

Il y a un an, la réaction balayait en France le régime démocratique et s'engageait dans une lutte décisive contre les travailleurs. La semaine du 6 au 12 février 1934 inaugurerait une période de crise politique ne pouvant trouver d'issue que dans la victoire du fascisme ou du prolétariat à travers une guerre civile comportant des périodes de très haute tension séparées par des périodes de préparation et d'organisation.

Dans des journées de luttes tendues se manifestent le mieux la nature et la valeur des différentes politiques et des différentes organisations; c'est au cours de telles périodes et par leurs enseignements que la conscience de classe peut se développer très rapidement. C'est pourquoi il est nécessaire de critiquer les faits et encore les faits de février 1934 pour faire pénétrer dans la conscience ouvrière la gravité du danger fasciste, l'immensité des tâches à résoudre, la voie à suivre pour triompher de la réaction.

Nous rassemblerons dans un autre article la politique et l'activité de notre organisation qui, à ce moment-là, constituait la Ligue communiste.

La préparation fasciste et la négligence des organisations ouvrières

Dès la fin de 1933, la réaction exploita le scandale Stavisky pour capter le mécontentement des masses à son profit et pour dresser celles-ci contre les gouvernements radicaux.

Pendant près d'un mois, avec la complicité de Chiappe, les bandes réactionnaires se font chaque jour la main, deviennent plus arrogantes et s'imposent au centre de Paris comme une force.

Les organisations ouvrières ne prennent pas ces manifestations au sérieux. Ce sont des réacteurs de second plan qui sont chargés d'en faire des comptes rendus sur un ton de badinage; ce ne sont que des chahuts d'étudiants!

Puis, comme la classe ouvrière s'inquiète, on lui prêche le calme.

Dans l'Humanité du 3 février (trois jours avant!), au nom du bureau politique du P. C., André Marty écrit un article intitulé: « PAS D'ÉNERVEMENT, condamnant les manifestations de rue. Il écrit textuellement:

« La lutte contre le fascisme ne se mène pas à coup de manifestations répétées qui énerveraient vite les prolétaires et n'en peuvent actuellement grouper qu'une minorité... Le débrayage dans une usine, ne serait-il que de quelques minutes, la sortie en masse de l'usine avant la fermeture, ont mille fois plus d'importance que des manifestations impulsives et répétées dans un quartier bourgeois. »

Qui participe à la journée du 6 ? et comment ?

Toutes les organisations réactionnaires mobilisent leurs troupes pour la soirée du 6 février. « Contre les voleurs », manifestent le stakavrate Rossignol, de l'U. N. C., les tapazes des Jeunes Patriotes, le requin Mercier, des Croix de Feu, la Solidarité française, l'Action Française, etc. La grande presse les appuie quasi ouvertement, publie les convocations aux manifestations, commente avec sympathie l'activité des semaines passées.

L'objectif, c'est le Palais-Bourbon; l'assaut va être mené en direction de la Chambre des députés. Dès 6 heures du soir, les troupes de choc préparent le terrain (bagarres avec la police, autobus incendiés, attaques à main armée). Quand les masses petites bourgeoises de l'U. N. C. arrivent vers les 8 heures, elles débouchent en plein combat. Ce n'est que très tard dans la nuit que les forces gouvernementales restent maîtresses du terrain.

Qu'ont préconisé, qu'ont fait le P. C. et le P. S. ?

Le P. S. a appelé ses membres à occuper les permanences, il n'a donné aucun mot d'ordre aux travailleurs.

Le P. C. a appelé, par la voie de l'Humanité, à « manifester » sans dire ni où, ni quand, ni comment, sans aucun mot d'ordre. Mais, une organisation auxiliaire du P.C. apporte des précisions. Par la voie de l'Humanité du 6 au matin, l'A. R. A. C. appelle à manifester à la même heure et au même lieu que la réaction etc... pour des mots d'ordre semblables. L'appel de l'A. R. A. C. déclare:

« Les anciens combattants de l'U.N.C. seront aux côtés des anciens combattants de l'A.R.A.C. pour défendre leurs droits acquis et imposer l'arrestation de tous les corrupteurs, de tous les voleurs. »

L'Humanité appelle donc à manifester au milieu des bandes réactionnaires.

Les masses travailleuses veulent le front unique Le P.C. et le P.S. se disputent

Dans son appel du 6, le P. C. avait invité les travailleurs à manifester « en déposant un cahier de revendications » et « contre la social-démocratie ».

Le 7, les Fédérations de Seine et de Seine-et-Oise du P. S. proposent le front unique au P. C. et à la C. G. T. U. Le P. C. répond dans l'Humanité par une fin de non recevoir, renvoyant au Comité d'Amsterdam-Pleyel qui, dans l'Humanité du 9 février, ne saura qu'exiger l'arrestation de Daladier-Frot et verse des larmes... sur leurs victimes réactionnaires du 6!

La Fédération de la Seine propose une manifestation à la Bastille pour le 8 au soir. Le P. C., malgré la volonté d'un grand nombre de ses militants, refuse de s'y associer. Dès que le P. S. décommande la manifestation, il fait appel pour une autre, le 9 au soir, à la place de la République.

Une avant-garde courageuse répond à cet appel. Le gouvernement Doumergue, à peine

installé au pouvoir depuis quelques heures, fait tirer sur elle.

Huit travailleurs furent assassinés par la police et les gardes mobiles le 9 février 1934.

L'action de la C.G.T.

Les masses travailleuses veulent riposter au coup de force réactionnaire. A Paris et en province, la colère gronde et grandit.

Sous la pression des masses, la C. G. T. lance le mot d'ordre de grève générale pour le lundi 12 février 1934.

Les organisations ouvrières après le coup de force réactionnaire

Deux litres sur les sept colonnes, qui en disent long: « Le coup de force fasciste a échoué » (Populaire, 7 février 1934), « Paris ouvrier a riposté » (Humanité, 7 février 34). « Et quelques phrases non moins éloquentes. Le Populaire explique, en reprenant les termes de la déclaration du groupe parlementaire que le vote de celui-ci en faveur de Daladier « N'EST PAS UN VOTE DE CONFIANCE, C'EST UN VOTE DE COMBAT ».

L'Humanité stigmatise le « GOUVERNEMENT DES FUSILLEURS » et demande « L'ARRESTATION DE CHIAPPE, DE DALADIER ET DE FROT ». Crétinisme parlementaire et confusionnisme stalinien se conjuguent pour désorienter les travailleurs.

Doumergue-Hindenburg

Les « énergiques » Daladier et Frot cèdent au bout d'une dizaine d'heures; parmi leurs conseillers, Frossard!

La réaction fait remettre le pouvoir au vieillard gâteux Doumergue qui constitue le premier gouvernement bonapartiste: deux généraux, le tandem Tardieu-Herriot et Marquet: (« ordre, autorité, nation »).

Les quelques jours qui précèdent servent à une préparation intense. Mais, pour les dirigeants de la C. G. T., cela signifie surtout défendre la colère des travailleurs. On s'entend avec Marquet, puis on va s'entendre avec Doumergue lui-même. Aucun mot d'ordre de combat.

Jouhaux désavoue par avance toute manifestation de rue!

La grève générale

Le 12 février, par millions, les travailleurs abandonnent leur travail. Des manifestations monstres se déroulent dans tout le pays. Sur le cours de Vincennes, P. C. et P. S. se retrouvent ensemble, sans cependant s'être entendus préalablement; plus de 150.000 ouvriers prennent part à la démonstration.

Peu d'incidents pendant cette journée. Faute de mots d'ordre, faute d'objectifs précis, cette grève générale a servi de soupe de détente. Le gouvernement Doumergue, amené au pouvoir par l'émeute réactionnaire, va assurer « l'ordre ».

Depuis les événements de Février

Pendant cette année, d'autres grands changements sont survenus.

La réaction s'est renforcée, s'est organisée, ses troupes de choc ont tiré à maintes reprises sur les travailleurs (Hémin-Liétyard, Montargis, rue Pradier, Chartres, etc.). La classe ouvrière a, à maintes reprises, riposté avec courage et combativité (Toulouse, Grenoble, Cherbourg, Lorient, Cannes, etc.). Elle a forcé ses organisations à faire le front unique. Mais après combien d'efforts?

Le 12 avril, un conflit opposait la C. G. T. et la C. G. T. U. pour un meeting au Vélodrome d'Hiver. Des ouvriers confédérés et unitaires se battaient devant la Bourse du Travail.

Au Mur des Fédérés, conflit entre P. C. et P. S.

Mais le front unique se réalisera... dans l'inactivité, dans la passivité, après quelques meetings enthousiastes. On va au bois de Vincennes quand la réaction défile à l'Étoile.

Après que Flandin succède à Doumergue trop maladroit, le front unique se transforme en « front populaire » avec la participation des radicaux. Ceux-ci ayant ainsi un pied dans le ministère et un pied dans le comité d'action antifasciste, servent à Flandin pour exploiter le bloc P. C.-P. S. dans son jeu de bascule; les pires illusions sont semées dans la classe ouvrière.

Gare aux réveils violents! Rappelez-vous du 6 février 1934; la réaction en prépare de plus violents; la politique du pseudo front populaire d'aujourd'hui facilite cette préparation. Il est grand temps de renverser la vapeur.

6 FÉVRIER 1935, journée sombre

Suite de la Première page

COMMENT? Dans ce fouillis présent des partis, rien ne peut avancer sans l'action consciente, disciplinée, d'une tendance révolutionnaire, PAR LA PROGRESSION RAPIDE DE CETTE TENDANCE.

Il faut redoubler d'efforts, mettre en échec partout le « je menfichisme » qui exprime le mépris des problèmes révolutionnaires, exiger la discussion des événements du 6 février entre socialistes puis aussi entre communistes et socialistes. mieux vaut discuter pour s'entendre dans l'action à mener demain que discuter après l'échec dans les sous-sols du Dépôt!

IL FAUT FORMER L'AVANT-GARDE!

Se grouper en tendance par section. Donner l'exemple du travail par son travail, être patient mais intrinsèque. Éliminer de la tendance les critiqueurs paresseux. Mener une campagne systématique d'adhésion au P. S.

Transformer les sections par cet apport de sang nouveau. Renforcer partout le front unique, puis les contacts à la base avec les combattants du P. C.!

Balayer l'opportunisme du Front Populaire!

Il n'y a pas d'autre voie, le chemin semble étroit, mais il faut choisir ou le combat ou la confiance dans la bureaucratie ou le découragement.

Quant à nous, notre choix est fait, nous nous accrochons avec les ongles à chaque possibilité de préparer la victoire, plus la bourgeoisie est violente, plus la confusion est dense plus la ténacité est nécessaire!

Note de la Rédaction

La Vérité paraît avec quatre jours de retard. Nous avons en effet décidé d'attendre la journée du 6 février pour en tirer les leçons. La place que nous réservons dans ce numéro aux journées de février ne nous permet pas de publier la page anniversaire des trois L.: Lénine, Liebknecht, Luxembourgeois. Dans notre numéro du 20 février, nous publierons cette page spéciale où la part la plus importante sera réservée au problème de l'armement du prolétariat, faisant justice du barbouilleur décadent Paul Vaillant-Couturier. Nous nous excusons de ne pouvoir, cette semaine, publier l'intéressant article sur les grèves.

La Tribune Libre, page spéciale, paraîtra mensuellement. Nos camarades du Parti trouveront à nouveau dans ce numéro la première Tribune Libre qui n'avait pas été tirée à suffisamment d'exemplaires. Le prochain numéro contiendra la Tribune Libre centrée sur un sujet principal: Le problème de la défense nationale. Envoyez-nous les articles avant le 15.

L'action des Bolcheviks-Léninistes durant les journées de Février 1934

Pendant les événements de Février

En février 1934, nous constituons une organisation indépendante, la Ligue communiste. Nous avions, quelques mois auparavant, à la suite de la défaite du prolétariat allemand, proclamé la nécessité de créer une IV^e Internationale, de nouveaux partis révolutionnaires basés sur les enseignements de Marx et de Lénine, car nous étions certains de l'incapacité des vieux partis à mener le combat contre la bourgeoisie.

On peut, en suivant les événements de février 1934, non seulement trouver l'élucidation confirmée de la faillite des partis de la II^e et de la III^e Internationale, mais encore que notre politique s'est vérifiée avec tant de force que, malgré notre faiblesse numérique, nous avons accompli une tâche pas peu appréciable pendant cette première semaine de guerre civile en France. Il suffira de rappeler les faits, d'apporter quelques citations.

Avant le 6 Février

Par la voie de La Vérité, la Ligue n'a cessé de dénoncer le danger. Dans le numéro du 19 janvier, nous disions:

« Mois qui a pris la tête de ces manifestations? (autour du Palais-Bourbon). L'Action Française et les J. P. C'est-à-dire les tenants les plus cyniques du régime capitaliste dont la décadence multiplie la spéculation, le vol et la corruption... Ils ont exploité cette réaction sentimentale pour dresser des manifestations de combat dont il ne faut pas sous-estimer l'importance pour grossir leurs organisations et préparer leurs bandes. »

La Ligue communiste apportait les mots d'ordre suivants:

« Contre ceux qui préparent les massacres d'ouvriers, il faut préparer et organiser la lutte; il faut mettre debout des organisations préparées, entraînées et prêtes à la lutte. L'adversaire a déjà l'avance. Dans toutes les organisations, il faut propager les mots d'ordre de la Milice ouvrière. Debout pour la milice ouvrière antifasciste. (Vérité, 19 janvier 1934). »

Dans le même temps, nous poussions au front unique, à l'Alliance ouvrière:

« Il faut que toutes les organisations de la classe ouvrière intéressées à la lutte contre le danger fasciste s'entendent pour alerter en commun le prolétariat, dans de vastes démonstrations antifascistes, pour impulser l'organisation de la défense ouvrière... Où on s'entendra pour la défense, sinon ce sera comme en Allemagne la défaite sans combat. »

Le 6 Février

Notre petite organisation fait un effort immense: 100.000 tracts sont diffusés, dans la soirée du 6.

« Travailleurs, la réaction descend aujourd'hui dans la rue. Elle veut devenir maîtresse de Paris. Elle se prépare au Coup d'État pour abolir toutes les conquêtes arrachées par la lutte ouvrière. Elle veut nous réduire au sort des ouvriers allemands. »

« Pour écraser la vermine réactionnaire, pour barrer la route au fascisme, il faut que se constitue sans tarder

l'Alliance Ouvrière de toutes les organisations ouvrières (Partis, Syndicats, etc...), pour entraîner tous les Travailleurs sans distinction de nationalité. Enfin, expliquant que la grève générale n'est pas « la panacée qui débarrassera la classe ouvrière du danger réactionnaire », qu'elle ne peut être qu'une « étape dans le développement de la lutte ouvrière », nous posions sous une forme très concrète le problème du pouvoir ouvrier.

Le parti communiste criait à tue-tête à ce moment-là: « Les Soviets partout! », mais n'indiquait ni comment faire des soviets ni comment les amener à prendre, à devenir le pouvoir. S'appuyant sur les expériences du passé, sur la tradition révolutionnaire de la Commune, sur l'organisation quasi spontanée des Comités ouvriers en France, la Ligue communiste distribuait, à la manifestation du Cours de Vincennes, 50.000 exemplaires du tract suivant:

« Constituer dans chaque arrondissement, dans chaque commune, des Comités de l'Alliance Ouvrière; »

« Rassembler toutes les organisations ouvrières! »

« Élargissant la défense ouvrière par les milices ouvrières! »

« Préparant la convocation d'un vaste congrès ouvrier de toute la classe ouvrière! »

« Pour: »

« Face au Conseil Municipal créer la Commune Ouvrière! »

« Face au Parlement Bourgeois créer le Parlement Ouvrier! »

« Démocratie Ouvrière, Rassemblement, Action! »

Enfin au lendemain de la grève générale, dans un appel paru dans La Vérité du 16 février, nous précisions la tâche des militants prolétaires:

« L'action commune fut improvisée le 12 février elle doit désormais être organisée. C'est pourquoi notre parti ne cessera de vous proposer: »

« 1^o L'entente de toutes les organisations du prolétariat dans une vaste Alliance Ouvrière qui coordonnera les actions de chacune et unifiera la lutte contre le fascisme. »

« 2^o L'organisation sans délai et partout de Comités d'Alliance Ouvrière, groupant, localement ou par entreprises, les représentants de toutes les organisations ouvrières. »

« 3^o L'organisation sans délai des milices ouvrières pour la défense de vos locaux, de vos réunions, de vos manifestations, de vos militants. La moindre attaque fasciste doit provoquer une riposte foudroyante de vos milices. »

« Organismes de défense des travailleurs, les Comités d'Alliance Ouvrière, s'appuyant sur la masse des exploités, utilisant la force des milices, élargiront leurs objectifs, leurs droits. Leurs rassemblements par localités, par régions, dans toute la nation, jetteront les bases de votre pouvoir. »

« Face au Conseil municipal chippiste, les Comités d'Alliance Ouvrière de Paris opposeront la Commune Ouvrière! »

« Face au Parlement pourri, vous opposerez le Parlement Ouvrier!... »

Telle fut, brièvement rappelée, la participation des bolcheviks-léninistes pendant les événements de février.

Travailleurs, sans distinction de nationalité, contre le danger commun, s'entendront « pour défendre leurs assemblées, leurs locaux, leurs journaux, leurs militants, les exploités étrangers contre les bandes xénophobes; »

« pour créer des milices ouvrières et coordonner leur action. »

« A bas la Réaction et le Fascisme! »

« Vive l'Alliance ouvrière! »

« Vivent les Milices ouvrières! »

« La Commission exécutive de la Ligue communiste. »

Les membres de la Ligue communiste vont à l'Humanité et au Populaire, se proposant pour la défense des locaux. Refus brutal à l'Humanité, Eouduits poliment au Populaire.

Une délégation de la direction propose le front unique au Parti socialiste pour l'organisation de la riposte ouvrière (meetings, manifestations, etc...).

Après le coup de force fasciste La Vérité devient quotidienne. Chaque soir, nos camarades la diffusent dans les quartiers ouvriers. Il ne s'agit pas seulement de mots d'ordre généraux, chaque jour exige des actes précis, des propositions claires, il faut impulser les comités de front unique qui se constituent. Le 7 au soir, La Vérité proclame:

« La classe ouvrière est en danger. »

Elle fait appel:

« Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière, et la préparation de la grève générale! »

« Une réunion de la Ligue communiste dans le XVI^e arrondissement de Paris. Un Comité entre la section socialiste et le groupe de la Ligue communiste est formé, qui participera activement à la préparation de la grève générale. »

Meetings de front unique, Comités se multiplient, où nos camarades participent avec la plus grande initiative: XVI^e, IV^e, XX^e, V^e, Boulogne, etc.

Nos camarades de province se multiplient également: Lille, Avignon, Poitiers, etc.

12 Février

Ayant proposé la grève générale dès le 7, nous insistions pour que la grève du 12 soit une « manifestation de force des travailleurs »:

« Pas un joune au travail! Débauchage général par piquets de grève massifs! Il faut priver la bourgeoisie, son gouvernement, ses formations, de tous les moyens de liaison qui dépendent des travailleurs... Seul les moyens de liaison des organisations ouvrières, seule la presse ouvrière doivent être assurés pour le renforcement de la lutte ouvrière. » (Vérité du 10 février.)

Nous mettions en garde contre les manœuvres de la direction confédérale:

« Les dirigeants de la C.G.T. ne sont pas du tout enclins à mener une lutte véritable... La grève générale, pour eux, ce ne doit être qu'une soupe de stérilité pour éviter l'explosion populaire. Pour éviter qu'elle effraie ces messieurs du Gouvernement, ils s'entendent avec eux pour lui donner l'allure d'une journée de repos. La direction de la C.G.T. a préparé une grève avec Marquet, les radicaux et Doumergue... » (Vérité, 11 février.)

Et nous étions seuls à proposer un objectif précis pour la grève générale:

« A bas le gouvernement des faillis et des fusillards! »

Le Gérant: P. FRANK.

Imprimerie U. DE COSTER, 12, rue N.-D. de Nazareth Paris